

CONSEIL CITOYEN

CENTRE, BROU, BAUDIÈRES

COMPTE RENDU N°3

Séance plénière du conseil citoyen – Mardi 24 Avril 2012 (Salle 0.23 – ancienne maison des syndicats)

	Christian PORRIN (co-animateur « élu »), Christophe MOURGUES (Service éclairage public), Jean-Michel DURAFOUR (Responsable du service Domaine public), Ludovic BRSSIEUX et Christian POLLON (Espaces verts/propreté urbaine), Karine THEVENARD (CCAS), Sylvain EYMERY (Pôle citoyen)
Présents	Mesdames : Martine ARPIN ; Annie BARBET ; Vanessa BOUTON ; Corinne BURTIN ; Roseline DE ROMEMONT ; Françoise DELATTRE ; Nicole GAUTHIER ; Liliane PRADEAU ; Caroline NALLET (Dieselle compagnie) ; Messieurs : Roger BAUDRY ; Jean-Michel BUFFARD ; Michel LEGRAND ; André LOURY ; Romain PIERRON ; Bernard Aimé SERVIGNAT ; Alain ZILLER ; Jean BRUHIÈRE (Ligue contre le cancer – comité de l'Ain) ; Jean-Albert MARTIN-RAVIER (APF) ; Lionel CALLAMAND (Amicale des retraités de la Ville de Bourg-en-Bresse)
Absents excusés	Madame : ; Alexandra MONET (co-animatrice « habitante ») ; Marie-jo RAIDELET (Conseil syndical Moulin de Brou) ; Nicole PINCHON (Le triangle de Brou) ; Monsieur : Jean-Noël FLEURY ; Saddok ATTALA ; Michel CROZIER ; André RABILLOUD ;
Absent	Monsieur : Laurent TISSOT ; Gérard LORA-TONET ; Anne-Marie EVIEUX ; Dominique MEGARD ; Marie-Elise RASCHITELLI ; Cathy TARADE

Ordre du jour :

1. Adoption du compte-rendu de la réunion du Lundi 6 Février 2012.
2. Bilan et perspectives de l'opération « 0 pesticides » (Par L. BRESSIEUX – Service EVPU)
3. Présentation de l'analyse des besoins sociaux et recrutement de volontaires pour un groupe de travail (Par Karine THEVENARD – Centre communal d'action sociale)
4. Intervention du responsable de l'éclairage public (C. MOURGUES) à la Ville de Bourg-en-Bresse (puis décision de la constitution d'un groupe de travail sur le sujet)
5. Présentation des axes de travail du groupe « déplacements »
6. Présentation des axes de travail du groupe « Vivre ensemble »
7. Points divers / Questions de proximité

1. Adoption du compte-rendu de la réunion du 6 Février 2012

Le compte-rendu est adopté

Christian PORRIN signale que Melle Alexandra MONET s'est retirée du rôle de co-animatrice du conseil citoyen, compte-tenu des horaires contraignants de son travail. Le bureau désignera, en son sein, un(e) nouveau(elle) co-animateur(trice) lors de la prochaine séance plénière.

2. Bilan et perspectives de l'opération « 0 pesticides » (Par L. BRESSIEUX – Service EVPU)

Ludovic BRESSIEUX, responsable de la division « Espaces verts et propreté urbaine », présente le bilan de l'opération « 0 pesticides » lancée au printemps 2011. Il rappelle que les grands objectifs de cette opération sont :

- Réduction drastique de l'usage des désherbants pour le traitement des espaces publics (impacts sur la santé publique et l'environnement).
- Mise en place à moyen constant induisant un retour progressif de la nature en Ville : ce qui implique la nécessaire tolérance de la présence d'herbes folles sur les espaces publics.
- Adoption d'un traitement différencié selon la nature des espaces traités.
- Incitation des particuliers à modifier leur pratique en réduisant leur utilisation de pesticides.

Il signale que cette opération s'inscrit dans un cadre juridique, faisant suite à une prise de conscience au niveau national du caractère nocif de l'usage des pesticides en matière de santé publique.

> L'Arrêté interministériel du 12 septembre 2006 stipule :

- L'interdiction de traiter à moins de 5 mètres des cours d'eau.
- L'interdiction d'accès à la surface traitée durant une durée de 6 à 48 heures selon les produits utilisés.

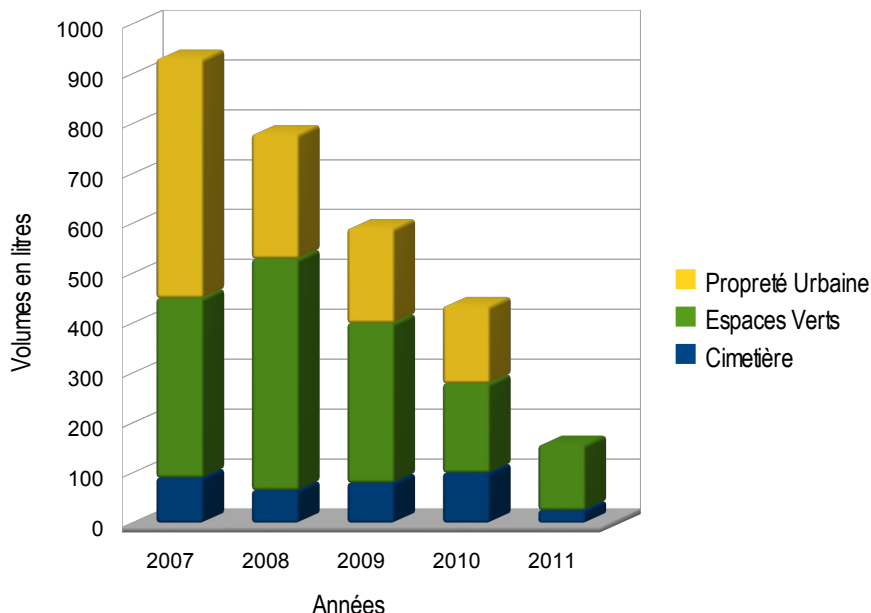
> Le grenelle 1 de l'environnement – Plan ECOPHYTO 2018 fixe comme objectif la réduction de 50% l'usage des pesticides pour préserver la ressource en eau.

> L'arrêté ministériel du 27 juin 2011 stipule :

- Interdiction sauf cas particuliers des traitements phytosanitaires dans les aires de jeux, enceinte des écoles, crèches, haltes-garderies et centres de loisirs.
- Obligation de baliser la zone traitée et de l'interdire à toute personne non responsable du traitement.
- Obligation d'installer un affichage 24 h avant le traitement détaillant la date du traitement, le produit utilisé, la durée d'interdiction d'accès.

Le choix de la Ville a été d'organiser un plan de désherbage en 3 zones :

Zones	Définition / localisation	Méthodes curatives de traitement
Végétation spontanée non tolérée**	Zone limitée au centre-ville, abords du monastère de Brou, cimetière	Désherbage thermique ou manuel
Végétation spontanée maîtrisée	Espaces urbanisés	Fauchage au réciprocat (ou rotofil), désherbage manuel
Végétation spontanée tolérée	Espaces non urbanisés	Fauchage uniquement pour des motifs de sécurité et de durabilité des revêtements



Le bilan de l'année 2011 montre que l'objectif de réduction de l'usage des pesticides par la Ville a été atteint.

D'autre part, malgré le changement de pratique, la qualité du service rendu à la population a été maintenue. Ceci a été possible grâce à l'investissement et la motivation des agents et de l'encadrement, les conditions météorologiques favorables du printemps et les compléments en moyen humain adapté afin de limiter la présence d'herbes hautes.

Les perspectives pour l'année 2012 seront l'application de mesures correctives à l'issue du bilan de la 1ère saison :

- > Désherbage chimique avec parcimonie sur les lieux où la durée de vie des équipements pourrait être impactée à court terme (aérodrome, jeux de boules, piste de BMX, entre-tombes du Cimetière).
- > Poursuite de la communication auprès du grand public.
- > Complément en moyen humain adapté.

3. Présentation de l'analyse des besoins sociaux et recrutement de volontaires pour un groupe de travail (Par Karine THEVENARD – Centre communal d'action sociale)

Karine THEVENARD, directrice adjointe du CCAS, explique que les élus de la Ville de Bourg-en-Bresse ont souhaité créer un observatoire permanent de la commune. Elle rappelle que la création d'un outil de cette nature est une obligation légale depuis 1995, ce qui, néanmoins, n'empêche pas nombre de Villes de ne pas respecter cette obligation.

Cet observatoire consistera à recueillir des données sur des thématiques aussi variées que la santé, le logement, les revenus et la consommation, l'emploi-formation, la jeunesse, la culture, le sport et la citoyenneté. L'animation de l'outil sera portée par le Centre Communal d'Action Sociale et aura vocation à produire une *Analyse des Besoins sociaux* (ABS) annuelle, permettant ainsi d'apporter une aide précieuse à la décision des élus dans les champs évoqués précédemment et les aider à définir des priorités. Pour ce faire, le CCAS sollicitera les partenaires institutionnels produisant des données (CAF, CPAM, Pôle emploi, etc...).

Chaque thématique est composée d'indicateurs (ex : Nombre de foyers monoparentaux sur la Ville de Bourg-en-Bresse). Pour la thématique « lien social et citoyenneté », les élus et les agents en charge de l'ABS ont souhaité procéder différemment, considérant le caractère large de cette thématique.

Ainsi, les élus ont souhaité qu'un groupe de travail inter-conseils citoyens soit constitué pour travailler sur les indicateurs qui constitueront la thématique « citoyenneté ». L'animation de ce groupe sera assurée par Karine THEVENARD et son objectif sera de définir un cadre à cette thématique, à partir de la *diversité des représentations* que chacun peut se faire de la citoyenneté.

Le groupe de travail se réunira une première fois en Juin, puis vraisemblablement une seconde fois à l'automne. Le travail réalisé sera soumis aux élus et, après validation, intégrera l'édition 2013 de l'ABS.

Il est donc demandé à tous les volontaires, souhaitant intégrer le groupe de travail, de se manifester auprès du Pôle citoyen d'ici début Mai.

==> Les personnes suivantes se portent volontaires pour participer au groupe de travail : Martine ARPIN, Françoise DELATTRE, Caroline NALLET

4. Intervention du responsable de l'éclairage public (C. MOURGUES) à la Ville de Bourg-en-Bresse (puis décision de la constitution d'un groupe de travail sur le sujet)

La Ville de Bourg-en-Bresse entretient 10 000 points lumineux et 7000 supports. Le service s'occupe également de tous les monuments, stades sportifs, illuminations, aérodrome, comptages routiers, PIV. Le renouvellement des luminaires est réalisé tous les 4 ans – au-delà de cette durée, leur puissance décline. L'allumage de la Ville est centralisé et piloté par une horloge astronomique qui calcule le temps d'éclairage en fonction de la lumière du jour.

Question : L'éclairage de la chapelle, rue Lalande, est complètement inefficace.

Réponse : L'éclairage utilisé se fait par LED et a pour vocation principale de mettre en valeur le bâtiment.

Question : Quel est l'intérêt de disposer des mâts à 10m de hauteur ? Ne baisserions-nous pas la consommation en réduisant la hauteur ?

Réponse : Pour disposer de la quantité minimum de lux au sol, il est nécessaire d'avoir une hauteur minimum, permettant d'avoir un faisceau large. En réduisant la hauteur des mâts, il faudrait augmenter leur nombre, ce qui n'est pas souhaitable.

Question : Le niveau d'éclairement est-il réglementé par la législation ?

Réponse : Oui, et en ce sens, toutes les ampoules des lampadaires doivent être remplacées car les anciens luminaires ne produisent pas le niveau d'éclairement minimum. Le service est en cours de renouvellement du parc.

Question : Quel risque encourt la Ville en ne respectant pas la législation ?

Réponse : Celle-ci peut être mise en cause en cas d'accident, y compris mortel.



Question : De nombreuses grandes surfaces restent éclairées la nuit (intermarché, Cap émeraude, etc...), la Ville peut-elle intervenir ?

Réponse : L'éclairage des grandes surfaces est sur le domaine privé et ne peut donc pas faire l'objet d'une intervention par la Ville.

==> Le conseil citoyen décide :

- De diagnostiquer le niveau d'éclairage trop important ou insuffisant dans le centre-ville.
- D'organiser 2 ou 3 visites nocturnes par an qui seront pilotées par Romain PIERRON.

5. Présentation des axes de travail du groupe « déplacements »

Le référent du groupe de travail est Michel LEGRAND.

Sylvain EYMERY informe que l'ensemble des groupes de travail « déplacements » des 6 conseils citoyens sont conviés pour une réunion spécifique sur la politique cyclable à Bourg-en-Bresse. Celle-ci se tiendra en Mairie, salle Bohan 2 le 29 Mai 2012 à 18h30.

L'idée principale, dans laquelle le groupe se lance, est de constituer un document qui recense les obstacles aux modes doux.

==> Demande présentation du PAVE (Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics) et du programme d'intervention des services

6. Présentation des axes de travail du groupe « Vivre-ensemble »

Le groupe de travail a défini deux pistes de réflexions :

==> Développer les fêtes de rue ou de proximité type « fête des voisins ». Objectifs du conseil citoyen :

- Promouvoir ces fêtes des voisins pour qu'elles se multiplient dans le centre ville.
- Que chaque conseiller l'initie autour de chez lui
- Que l'on fasse une promotion plus large : article dans « c'est à Bourg », conférence de presse (avec annonce des fêtes prévues cette année, mode d'emploi...), mise en valeur des fêtes des voisins qui existent déjà, mode d'emploi.

==> Mener une action intergénérationnelle entre collégiens et personnes âgées.

Idée : organiser un échange épistolaire entre personnes âgées du centre ville et collégiens. (voir lettre Françoise Delattre)

But : rompre la solitude, s'enrichir mutuellement par un échange sur les expériences de vie, permettre une transmission de l'expérience des anciens.



Après discussion le niveau scolaire de 4^e paraît pertinent, la coordination par un enseignant étant nécessaire pour permettre notamment un regard d'adulte sur les échanges des collégiens. L'âge collège ne permet pas facilement une relation de proximité car les collèges recrutent sur un territoire large mais les écoliers semblent trop jeunes pour un échange uniquement épistolaire. (avis éclairé par Mme Burtin directrice d'école à Ambérieu)

7. Présentation des axes de travail du groupe « Baudières »

L'axe principal de réflexion du groupe de travail des Baudières est l'accueil des nouveaux arrivants dans le quartier.

A titre d'information, il est signalé qu'une inauguration aura lieu le 6 Juin 2012 à 17h et portera sur des réalisations du précédent conseil citoyen : les panneaux d'orientation du Parc des Baudières.

8. Questions diverses

- Est-ce que les subventions attribuées à la MJC de Bourg-en-Bresse ont diminué entre 2011 et 2012 ?

9. Calendrier

Le prochain bureau se réunira le Mardi 22 Mai à 18h, salle Bichat (Hôtel de Ville, 2^eme étage)

La prochaine séance plénière du conseil citoyen aura lieu le :

Mardi 19 Juin 2012 à 18h30, salle 0.27 (ancienne maison des syndicats)